



DEPARTEMENT DES LANDES

REPUBLIQUE FRANCAISE

-:-  
**MAIRIE  
DE  
MESSANGES**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**de la Commune de MESSANGES**

SEANCE ORDINAIRE DU 16 JUILLET 2024

**AFFAIRE N°4 – CONGRES DES MAIRES 2024 – INSCRIPTION DES ELUS ET DES AGENTS**

L'an deux mille vingt-quatre le seize du mois de juillet, à dix-huit heures trente minutes.

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Commune de MESSANGES dûment convoqué s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de **M. Hervé BOUYRIE, Maire** pour la session.

Nombre de membres en exercice : 14  
Nombre de membres présents et ayant votés : 8  
Nombre de suffrages exprimés : 10  
**VOTE :**  
Main levée <sup>1</sup> ✓ Bulletin secret <sup>1</sup>  
- Pour : 10  
- Contre : 0  
- Abstentions : 0  
- Nuls ou blancs : 0  
Date de convocation : Jeudi 11 juillet 2024

**Présents :** BOUYRIE H, CASTAGNET P, CALORME JP, CAZES MF, VARTAVARIAN J, BOIREAU C, PELLEGRINO M, BOUYRIE F, BAMBALERE M, LAVIELLE G,  
**Absents excusés :** COUDRAY J, DABBADIE G, LAUDOUAR E, AROCENA U  
**Ont donné pouvoir :** DABBADIE G à BAMBALERE M, AROCENA U à CALORME JP  
**Secrétaire de séance :** VARTAVARIAN J

Monsieur BOUYRIE Hervé, Madame CASTAGNET Pascale, concernés par l'affaire ne participent pas au vote.

**Monsieur le Maire**

**INFORME** l'Assemblée qu'en application de l'article L.2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Maires, Adjointes et Conseillers Municipaux peuvent prétendre au remboursement des frais liés à l'exécution de mandats spéciaux.

Le remboursement des frais de mission et déplacement est subordonné à l'exécution d'un mandat spécial qui doit correspondre à une mission déterminée.

Le personnel de la collectivité peut également bénéficier du remboursement de tels frais en vertu du décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales,



**PROPOSE** à l'Assemblée de considérer que la participation au Congrès des Maires soit qualifiée de mandat spécial et de décider que les frais de transport et autres frais annexes soient pris en charge par la collectivité sur présentation d'un état de frais.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

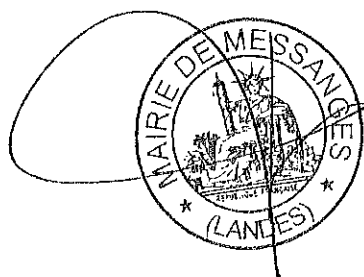
**DECIDE :**

- De considérer le Congrès des Maires comme un mandat spécial.
- D'autoriser les élus et agents suivants à participer au Congrès des Maires qui se tiendra à Paris du 19 au 21 Novembre 2024 :
  - Monsieur BOUYRIE Hervé, Maire
  - Madame CASTAGNET Pascale, 1<sup>ère</sup> adjointe au maire
  - Monsieur COUDRAY Jérôme, Conseiller municipal
  - Madame CAPES Magali, Secrétaire Générale
  - Monsieur LAMOLIATE Jean, Responsable des services techniques
- D'autoriser Monsieur le Maire à émettre un mandat administratif pour régler les frais d'inscription des élus et des agents à l'Association des Maires de France.
- Que les frais de mission seront pris en charge par la collectivité sur présentation d'un état de frais et seront imputés au C/65312 du Budget Principal de la Commune.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte relatif à l'exécution de la présente décision.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**FAIT ET DELIBERE EN SEANCE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.**  
Pour extrait conforme,

Le Maire,



**Hervé BOUYRIE**